

## **VŒU EN FAVEUR DE LA PROTECTION DES AIRES D'ALIMENTATION DES CAPTAGES D'EAU POTABLE**

L'état de nos cours d'eau en France présente des signes inquiétants. C'est dans ce cadre qu'une mission d'information visant à dresser un état des lieux complet a été lancée par la Commission développement durable et aménagement durable de l'Assemblée nationale. Nous, élu-es du Département d'Ille-et-Vilaine, souhaitons que cette mission aboutisse à la préconisation de politiques publiques fortes et engagées dans le but de reconquête de la qualité des eaux.

En Ille-et-Vilaine, 97 % des masses d'eau présentent un état écologique dégradé et toutes les rivières étudiées contiennent des traces de polluants, parfois en grand nombre. À l'échelle nationale, environ un tiers des eaux de surface sont affectées par la présence de ces substances. Il arrive que l'eau distribuée ne respecte pas toujours les normes de qualité attendues, ce qui suscite une vigilance renforcée.

Les polluants sont d'origines diverses. Toutefois, les plus fréquemment rencontrés dans les aires d'alimentation de captages sont les nitrates et les pesticides. Certaines molécules, comme le S-métolachlore ou le chlorothalonil, font l'objet d'un suivi particulier en raison de leurs potentiels effets sur la santé. Bien que les mécanismes d'exposition et leurs conséquences fassent encore l'objet de recherches, plusieurs études ont mis en évidence des liens entre certaines expositions environnementales et des effets sanitaires.

Chez les professionnels exposés régulièrement aux pesticides, comme les agriculteurs, des recherches telles que l'étude AGRICAN ont montré une surreprésentation de certains types de cancers. Chez les femmes, le nombre de nouveaux cas de cancer du sein a plus que doublé en France depuis les années 1990. Plus largement, une progression générale de certains cancers chez les adultes, et en particulier les jeunes adultes, est observée depuis deux décennies. Une étude récente a également démontré que nos enfants sont massivement contaminés par le cadmium dont la pollution se généralise dans l'air, les sols et l'eau. Ce métal semble provoquer des cas de cancer du pancréas précoces.

Ces constats soulèvent des interrogations légitimes quant à l'impact de notre environnement sur la santé publique et impose la nécessité d'agir.

La préservation de la qualité de l'eau potable constitue donc un enjeu environnemental, sanitaire et économique prioritaire. Le traitement des pollutions une fois présentes dans l'eau coûte chaque année plusieurs milliards d'euros aux collectivités, avec des limites techniques dans certains cas comme celui des PFAS. Par ailleurs, les coûts associés à la prise en charge des maladies chroniques provoquées par ces polluants pèsent financièrement sur notre système de santé.

Pour y faire face, il y a urgence à prévenir la pollution à la source, notamment par une meilleure protection des aires d'alimentation des captages. Cette approche est celle plébiscitée majoritairement par les habitant-es et partenaires locaux dans le cadre de la

concertation sur la révision du Schéma d'Aménagement et de Gestion de l'Eau (SAGE) Vilaine. Pour ce SAGE, dont le périmètre s'étend sur près de 500 communes et 1,2 million d'habitants, la règle n°1 est l'interdiction à partir de 2029 de l'usage des herbicides maïs sur les aires d'alimentation de captage dans les parcelles à risque fort d'érosion et de ruissellement. C'est une première en France.

Au niveau national, l'absence de progrès significatifs ces dernières années montre la nécessité d'un cadre réglementaire plus ambitieux, limitant fortement l'usage de pesticides dans ces zones sensibles. Cette évolution ne pourra réussir sans un accompagnement des agriculteurs, afin de leur permettre d'adopter des pratiques plus durables, tant pour les sols que pour les eaux et la santé.

**En conséquence, nous, élu-es du Conseil Départemental d'Ille-et-Vilaine, appelons à l'interdiction progressive des pesticides sur les aires d'alimentation des captages d'eau potable. Nous demandons que cette orientation figure clairement dans les plans d'actions locaux et soit renforcée par une inscription dans la loi.**

Yann SOULABAILLE



Emmanuelle ROUSSET



Monsieur le Premier ministre

Madame la ministre du Travail, de la Santé, des Solidarités et des Familles

Madame la ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche

Madame la ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire

Parlementaires bretons

Les co-rapporteurs de la mission d'information sur l'état des cours d'eau : Madame Julie Ozenne et Monsieur Freddy Sertin

Monsieur le Préfet de la Région Bretagne